



Elu-e-s régionaux Europe Ecologie
Conseil Régional Midi-Pyrénées

Assemblée plénière

Jeudi 27 juin 2013

Débat sur la décentralisation Intervention de Guillaume Cros

Le groupe Europe-Ecologie, par la voix de Gérard ONESTA, proposait dès le mois de septembre 2012 à notre assemblée plénière de prendre part activement au débat sur ce que nous appelions encore à l'époque l'Acte 3 de la décentralisation, et proposait une feuille de route.

Cela n'a pas été possible, privant notre assemblée de pouvoir contribuer efficacement au débat sur la décentralisation, au même titre que la région Bretagne, par exemple, qui a fait un excellent travail en produisant un rapport circonstancié et défendant parfaitement le fait régional. C'est dommage. Nous arrivons aujourd'hui à ce débat, qui arrive donc trop tard, ou trop tôt vue la tournure que prend l'écriture de cette loi.

En effet, le projet de loi présenté en première lecture n'a plus l'ambition de porter l'acte 3 de la décentralisation, mais de « clarifier les compétences ». C'est d'ailleurs ce qu'ont confirmé et le président du Sénat et la ministre Lebranchu à plusieurs reprises. Le premier ministre a voulu saucissonner en 3 parties : métropoles, régions et solidarités territoriales. Voilà la meilleure manière de botter en touche sur le problème du millefeuille, c'est la meilleure façon pour ne pas changer grand chose.

Peut-être que les Assemblées Régionales manquent de cumulards parlementaires pour défendre le fait régional, c'est ce que disent les pragmatiques cyniques. Les écologistes voient dans cette réalité un véritable effet néfaste au cumul des mandats, qui est un véritable frein à l'évolution des institutions. Chacun a défendu son pres carré sans voir l'intérêt général ! Je crois que personne ne peut nier cette évidence.

L'Association des Régions de France a tout de même essayé de faire du lobby, sans être très écoutée. Elle aurait d'ailleurs eu plus de poids si toutes les Régions avait délibéré de façon coordonnée sur cet acte 3 de la décentralisation. L'ARF a une fois de plus manqué une occasion de mutualiser, de coordonner de fédérer les forces régionales pour donner un poids critiques aux propositions. L'ARF a essayé de proposer des amendements au projet de loi, malheureusement avec peu d'écho dans les groupes parlementaires. Le groupe écologiste au Sénat a réussi à faire passer un amendement de l'ARF, pour clarifier la place des régions comme cheffes de file pour l'exercice des compétences relatives à l'aménagement du territoire, à la biodiversité, à la transition énergétique, au développement économique, à l'innovation, à l'internationalisation et à la complémentarité entre les modes de transports.

Par souci de subsidiarité, de clarification des échelons institutionnels et d'efficacité des politiques publiques, il est nécessaire de relancer cette réforme territoriale indispensable en revenant à son ambition originelle exprimé par François Hollande alors candidat lors de son discours de Dijon : «La décentralisation permettra la réforme de l'État. Elle sera un facteur de clarté, de responsabilité. Elle écartera les superpositions, les enchevêtrements, les confusions. Elle sera même une source d'efficacité de la dépense publique».

Celle-ci doit conforter l'autorité des Régions qui ont fait leurs preuves depuis 1982.

Avec 26 régions, 102 départements, 36 571 communes et 17698 groupements de communes, l'organisation institutionnelle française sur-administre et minimise la gouvernance. Face à ce constat, l'actuel projet de loi « Acte III de la Décentralisation » ne semble plus être à la hauteur des enjeux. Je laisse la parole à mes collègues pour décliner ce que doit contenir la réforme à venir.

«La décentralisation permettra la réforme de l'État. Elle sera un facteur de clarté, de responsabilité. Elle écartera les superpositions, les enchevêtrements, les confusions. Elle sera même une source d'efficacité de la dépense publique, car il y aura forcément, partout, des économies à faire pour mieux servir les Français sans qu'il soit besoin de rehausser les prélèvements», a déclaré le candidat socialiste à la présidentielle».